

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 138 (1993)
Heft: 3

Artikel: Un paramètre de la menace... : La violence politique en Suisse
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345281>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Un paramètre de la menace...

La violence politique en Suisse

Au mois de janvier dernier, deux attentats à l'explosif, commis à Berne et à Courtelary, venaient rappeler que la violence politique touche aussi la Suisse. Ce problème mérite une approche plus sérieuse que celle de journalistes obsédés par le sensationnalisme ou celle des autorités jurassiennes dont l'attitude ambiguë explique, dans une large mesure, le classement du canton dans l'échelle de sympathie des Suisses¹.

Le 16 mars 1992, le Conseil fédéral publiait un rapport sur l'extrémisme en Suisse, qui prenait en compte les événements survenus entre 1989 et 1991. L'institut du professeur Kurt Spilmann, dans le courant de la même année, sortait une étude sur le même problème entre 1969 et 1990².

La violence politique choisit en principe des cibles symboliques. Un objet ou une personne ne sont pas visés pour eux-mêmes. Les extrémistes s'en prennent à trois catégories de «cibles primaires»: le système politique, les symboles des mouvements opposés, les intérêts étrangers. Ce faisant, ils veulent exercer une pression sur des «cibles secondaires», c'est-à-dire une partie de l'opinion publique. De telles actions se produisent le plus souvent en milieu urbain, où l'action sera mieux répercutée qu'à la campagne; plus un atten-

tat est violent, donc spectaculaire, plus le groupe extrémiste devient le centre de l'attention et peut faire passer son message.

Quelques données chiffrées

Entre 1969 et 1990, on dénombre en Suisse 443 attentats dus à des groupes nationaux, soit une vingtaine d'attentats par année, sauf en 1984, année pendant laquelle la moyenne s'élève à un attentat par semaine. Durant la même période, des groupes étrangers commettent 177 attentats, visant des intérêts suisses, dans le pays ou à l'étranger; des groupes suisses sont les auteurs de 8 attentats à l'étranger. Seuls les 2,3% des attentats «nationaux» ont provoqué des victimes: 9 morts, tous de nationalité étrangère, et 18 blessés. «Les attentats contre les personnes sont en principes restés ta-

bous», mais il faut souligner qu'actuellement le meurtre politique pour les radicaux de l'extrême-droite a cessé d'être impensable.

L'efficacité de certains attentats dénote un haut niveau de professionnalisme. En 1982, une action «écologique» spectaculaire à Martigny, dans une usine d'aluminium, provoque des dégâts pour plusieurs millions de francs et bloque la production pendant plus d'une année.

Le niveau de violence politique en Suisse s'avère pourtant beaucoup moins élevé que, par exemple en Italie, surtout si l'on tient compte des chiffres des populations. Dans la péninsule, la nouvelle gauche, à elle seule, a commis plus de 1000 attentats entre 1969 et 1983 ! Un bilan global, entre 1969 et 1989, fait état de 1601 victimes...

¹ *Vingt-cinquième et avant-dernier, juste avant Zurich, avec 6,5 points (6,2 pour Zurich), sur un maximum de 8,5 points. Au premier rang, le Tessin avec 8,3 points, puis Berne avec 7,8 (Le Démocrate, 21 janvier 1993).*

² *Wisler, Dominique: La violence politique en Suisse et les mouvements sociaux: 1969-1990. Zurich, Forschungsstelle für Sicherheit und Konfliktanalyse, Eidgenössische Technische Hochschule, 1992, 191 pp.*

Attentats selon l'orientation politique de leurs auteurs (1969-1990)

	nombre	%
- Nouvelle gauche	67 (1)	15.1
- Extrême droite	40 (2)	9.0
- En relation avec le problème jurassien	106 (3)	23.9
- Ecologistes	72	16.2
- Pacifistes	22	4.9
- Autonomes urbains	101	22.7
- Divers ou origines inconnues	35	8.2
Total	443	100

1) Attentats justifiés par l'opposition au nucléaire, la solidarité avec le tiers-monde, la lutte contre l'impérialisme et le néo-colonialisme. La nouvelle gauche suisse a eu des relations avec les mouvements terroristes étrangers, leur fournissant surtout un appui logistique.

2) En 1990, la quasi totalité des actes de violence politique est due à l'extrême-droite.

3) Soit un quart de la violence politique pour un centième de la population! Ces chiffres sont en-dessous de la réalité, puisque des attentats n'ont pas pu être attribués avec suffisamment de certitude aux séparatistes ou aux antiséparatistes.

contact avec Carlos, la Rote Armee-Fraktion, les Brigades rouges, est longue. Pourtant, les deux principaux accusés ont été condamnés à six ans et demi, respectivement cinq ans de prison. Alors que la plupart des pays voisins ont introduit dans leur législation pénale des articles sur la violence terroriste, la Suisse assimile toujours le délit politique à la criminalité ordinaire. Les autorités suisses semblent avoir grand mal à identifier les auteurs des attentats.

Terroristes, extrémistes de gauche et autonomes

«Au cours de ces dernières années, aucun acte de violence extrémiste n'a objectivement pu être imputé aux milieux traditionnels de l'extrême-gauche³.»

Les autorités politiques et judiciaires suisses tendent à dissimuler cette violence politique, manifestant dans ce domaine l'attitude qu'elles adoptent traditionnellement face aux conflits sociaux, ce qui leur permet peut-être d'étouffer la stratégie de pression sur l'opinion publique, voulue par les groupes extrémistes.

Les groupes violents de la nouvelle gauche suisse semblent bénéficier d'une certaine indulgence de la part des autorités judiciaires. La liste des délits commis par le groupe de Petra Krause, qui était en



Les deux cantons les moins aimés... (Le Démocrate, 22 janvier 1993)

³Voilà peut-être la raison pour laquelle le rapport du Conseil fédéral sur la violence politique ne consacre que 4 pages à l'extrême-gauche et 17 à l'extrême-droite...

Cibles de la violence politique en Suisse entre 1969 et 1990

Catégories	nombre	%
- Militaire	54	12.1
- Justice et police	40	11.2
- Administration	16	3.1
- Autorité	27	6
- Mouvement opposé	56	12.6
- Industrie	113	25.5
- Etrangers	62	13.9
- Autres/inconnus	75	16.9
	443	100

Le problème se pose autrement avec les autonomes que l'on rencontre essentiellement à Zurich, Berne, Lausanne, Bâle et Genève et dont beaucoup manifestent une attitude fondamentalement anarchiste et indépendante de toute idéologie. Certains approuvent la violence «matérielle et physique».

De nombreux incidents montrent que, parmi les autonomes, une minorité, qui prône la lutte des classes, a été manipulée dans le but qu'elle sème le trouble et la confusion. Les pires débordements se sont produits à Zurich en 1989. A l'évidence, des contacts existaient avec des «frères» des pays voisins. Sous des noms les plus fantaisistes, divers groupes autonomes ont commis force attentats et actes de vandalisme «contre l'Etat et la société». Les dégâts, à Zurich en 1989, s'élevaient à plus de deux millions et demi.

Tandis que les groupes autonomes s'organi-

sent d'une manière spontanée, informelle et ne choisissent pas la clandestinité, leurs tactiques s'apparentant souvent au vandalisme, les groupes terroristes se structurent d'une manière professionnelle, centralisée et militarisée; ils choisissent la clandestinité et des méthodes très violentes. La Suisse n'a jamais connu un terrorisme d'envergure internationale, mais des citoyens helvétiques sympathisent avec de tels mouvements, leur fournissant des informations, achetant à leur profit des armes et du matériel. «(...) les frontières délimitant 'autonomes violents'

et sympathisants terroristes (...) ont tendance à s'estomper (...) et toujours plus de voyous apolitiques ont (...) fait leur apparition ces dernières années dans les démonstrations violentes (...).»

La répression contre les autonomes urbains peut aggraver leur degré de mobilisation, partant leur violence. A Zurich, la police s'est montrée plus répressive que dans d'autres cantons... Cependant, «une réforme peut, au même titre que la répression, provoquer une radicalisation des petites organisations qui cherchent à résister aux effets de la démobilisation.»

Les colonies étrangères

Actuellement, les quelque 1,2 million d'étrangers résidant en Suisse ne doivent plus s'abstenir d'activités politiques, car ils bénéficient, comme les citoyens suisses, des droits fondamentaux indispensables à l'action politique. Parmi ces étrangers, certains adhèrent à des mouvements extrémistes.

Attentats dans les grandes villes (1969-1990)

	nombre	%
Zurich	57	32.7
Winterthur	46	26.4
Berne	28	16.0
Genève	17	9.7
Bâle	15	8.6

En premier lieu les Iraniens, les 400 000 «Yougoslaves», de souche albanaise, bosniaque, croate, serbe ou slovène, les Kurdes que logne le Parti terroriste des travailleurs kurdes (PKK), les Turcs qui intéressent sans doute le Parti communiste turc (TKP) et les Loups gris, un groupe d'extrême-droite. Une appréciation de la situation à propos des colonies étrangères amène à envisager quatre scénarios:

- des attentats ou d'autres actions violentes contre les représentations diplomatiques de certains Etats;

- des manifestations politiques de mouvements étrangers, qui dégèneraient à cause de la présence de groupes rivaux, voire de l'afflux massif de coreligionnaires ou d'opposants en provenance des Etats voisins;

- des étrangers cherchent à fournir du matériel de guerre depuis la Suisse à un mouvement révolutionnaire de leur pays d'origine;

- des commandos s'emparent d'armes et de munitions dans les dépôts de l'armée; de telles actions se sont déjà produites en Suisse alémanique, dues à

La violence politique par décennie

	1970	1980
Socialistes	48	18
Extrême droite	5	17
Conflit jurassien	74	32
Ecologistes	35	36
Pacifistes	1	19
Autonomes	6	95
Divers et origine inconnue	13	24

des ressortissants «yougoslaves».

«(...) une radicalisation de groupes d'étrangers d'une certaine importance pourrait rapidement constituer une menace pour la sécurité publique», vu les moyens limités des corps cantonaux de police. L'appel à l'aide «subsidaire» de l'armée s'imposerait plus rapidement qu'on ne le croit généralement.

L'extrême-droite

Pour la période 1969-1990, «pris dans sa globalité, l'extrémisme de droite est un phénomène peu significatif en Suisse. (...) La situation dans les pays voisins est similaire.» Ses

différentes composantes n'ont jamais été en mesure de développer une stratégie commune. En revanche, depuis 1989, on note une recrudescence inquiétante de comportements extrémistes, racistes et antisémites parmi les jeunes Suisses. L'utilisation de tactiques brutales par les xénophobes apparaît comme un phénomène alarmant. Les médias aggravent ce genre de violence en couvrant, souvent avec sensationnalisme, de tels attentats, en répercutant complaisamment des discours populistes. Des journalistes n'ont-ils pas payé des jeunes pour jouer aux xénophobes ou aux néo-nazis, afin d'avoir de «bonnes images»?

Cinq principaux groupes, en Suisse, se montrent actifs dans le conflit sur l'asile: les xénophobes, le système politique, les étrangers, les mouvements de solidarité, les autonomes. Il y a risque de radicalisation; une «masse critique», opposant par exemple xénophobes et autonomes, peut se constituer. Malheureusement, les indicateurs sont au rouge.

Actions contre les foyers de demandeurs d'asile

	1990	1991
- Attentats à l'explosif	2	3
- Incendies	6	38

La violence politique dans l'ancien Evêché de Bâle

La question jurassienne, dans l'ancien Evêché de Bâle, apparaît comme le conflit le plus radical de ces vingt dernières années en Suisse. C'est le seul qui a provoqué, dans la région concernée, une telle confrontation entre deux mouvements populaires opposés. Alors que les autres organisations extrémistes cherchent une publicité nationale, la violence en relation avec l'affaire jurassienne s'avère, avant tout, destinée à un environnement régional.

La cible principale de la violence exercée par les an-

tiséparatistes vise le mouvement opposé, ce qui en définitive ne surprend pas, puisque ce mouvement existe précisément à cause des actions des séparatistes. La proportion d'attentats de ces derniers contre le mouvement opposé est également élevé.

Des exclusions réciproques dynamisent le conflit jurassien et génèrent des escalades, et le système politique ne parvient plus, à certains moments, à prendre de l'influence sur les protagonistes qui recourent à la violence. En 1987, le groupe Béliier manifeste une nouvelle radicalisation en relation avec le problème de la réunification. Il organise une vague d'attentats. Officiellement, il y a eu

rupture des liens entre le groupe Béliier et le Rassemblement jurassien, lors de la création, en 1986, d'une «Fraction révolutionnaire du groupe Béliier». Tactique pour neutraliser la police et le pouvoir judiciaire?

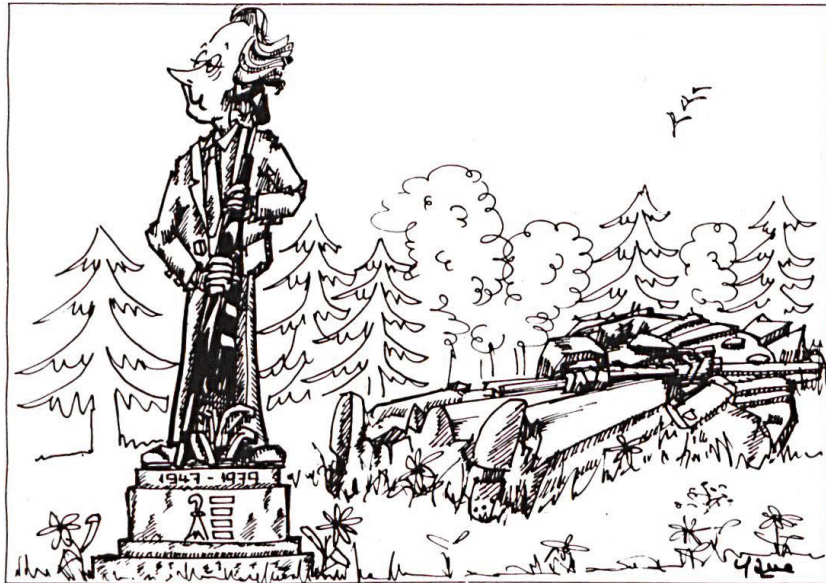
Selon une enquête réalisée en 1991, 81,6% des anti-séparatistes estiment que les personnalités séparatistes portent la responsabilité de la violence, tandis que 30,3% des militants séparatistes l'attribuent à celles du mouvement adverse. «Pratiquement tous les militants antiséparatistes s'entendent pour attribuer au mouvement adverse (sa doctrine, son fanatisme, son attitude envers les plébiscites, ses provocations) la responsabilité de la violence, tandis que pour moins d'un militant séparatiste sur deux (48,5%), le contre-mouvement probernois a joué un rôle critique dans l'émergence des tactiques violentes, qui est due, selon eux, aux autorités et à la «répression». Cette vision explique que le mouvement séparatiste est «après le mouvement de la nouvelle gauche, celui qui a visé le plus de cibles représentant la justice et la police.»

Des cibles militaires se retrouvent dans un attentat séparatiste sur trois, car elles ont pris une valeur inédite dans l'imaginaire diffusé par le Rassemblement jurassien. Tout ce qui touche de près ou de loin au militaire doit symboliser la «répression», une prétendue «occupation» ou



«colonisation» de l'ancien Evêché de Bâle par le canton de Berne.

L'opposition à l'implantation d'une place d'armes aux Franches-montagnes, puis en Ajoie apparaît comme l'un des mouvements précurseurs à la mobilisation séparatiste des années 1960. Alors que la «révolte culturelle» de 1968 bat son plein, qu'à Zurich, des batailles rangées opposent police et manifestants, des corps de troupes sont mis de piquet, avec leurs munitions, à la demande



Drame de la jalousie... Démocrate du 25.8.1990

Cibles dans la violence en relation avec la question jurassienne (1969-1990)

catégorie	séparatistes	antiséparatistes
militaire	23	2
justice et police	12	1
administration	3	2
industrie	4	0
mouvement opposé	24	21
objet culturel	4	0
transport	1	0
divers	4	0
total	75	26

35.8% des attentats ont eu lieu dans le Jura-Nord, 53.7% dans le Jura-Sud et 5.6% dans le Lauffonnais.

des autorités cantonales bernoises qui redoutent une flambée de violence dans l'ancien Evêché. Cette mesure, maladroitement tenue secrète, est exploitée par les leaders séparatistes qui tirent un parallèle avec la récente invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie!

Les stands de tir, récemment incendiés par des fanatiques, ont-ils fini par prendre la même valeur symbolique dans l'esprit de certains ayatollahs?

RMS